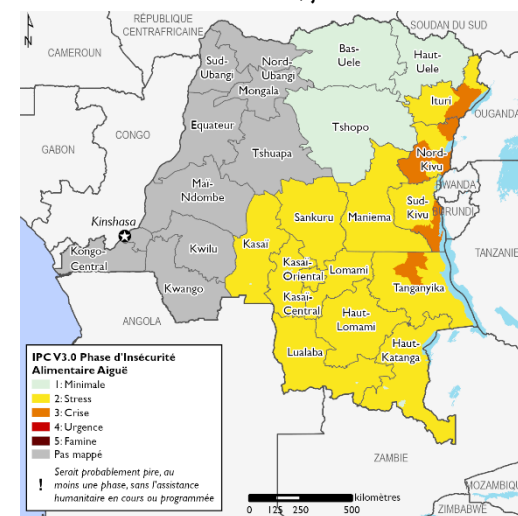


*L'accentuation de l'insécurité compromet les récoltes dans l'est du pays*

**MESSAGES CLÉS**

- Les récoltes pour la saison B commencent à l'est du pays dans un contexte de reprise des hostilités, notamment sur les sols volcaniques agricoles de Rutshuru, présageant des récoltes inférieures à la précédente campagne. Des perturbations climatiques traduites par des retards des pluies dans la plaine de la Ruzizi, grenier de la zone centre-est, ont endommagé les cultures aux deux premiers mois du cycle cultural.
- La résurgence de l'ancienne rébellion du 23 mars (M23), a envenimé les relations déjà tendues entre les pays de la région des grands lacs. Les combats entre ce groupe armé et les forces loyalistes ont déjà causé le déplacement d'environ 100,000 personnes selon OCHA. Cette situation pourrait causer des affrontements généralisés dans les zones frontalières de la RDC et du Rwanda et ainsi exacerber la situation humanitaire déjà précaire dans cette région.
- Dans l'Ituri et le Nord-Kivu, provinces en proie aux conflits et toujours confrontées à des mouvements importants des populations, ces dernières font face à des déficits de consommation de plus en plus importants et la zone reste en Crise (Phase 3 de l'IPC). La partie stable du centre-nord reste en Minimale (Phase 1 de l'IPC), avec des zones de Stress (Phase 2 de l'IPC) dans le centre-est, où les ménages feront face à une consommation alimentaire minimalement adéquate.

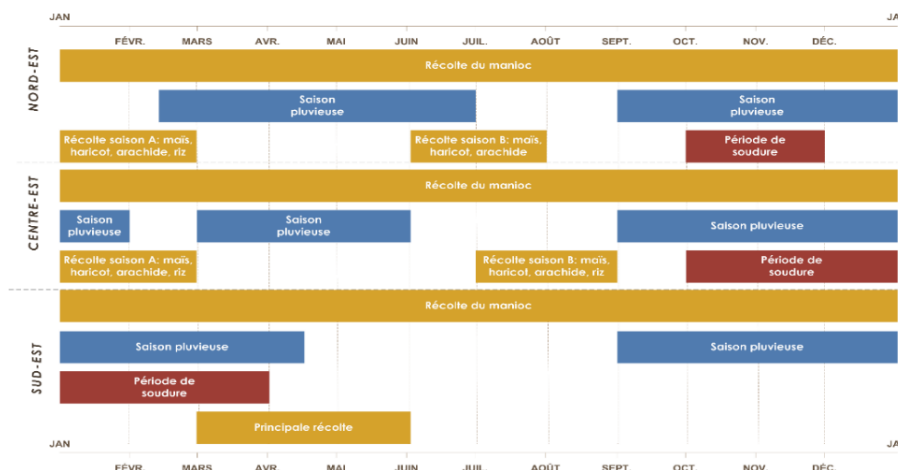
Sécurité alimentaire courante, juin 2022



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l'IPC. Une analyse qui est compatible avec l'IPC suit les principaux protocoles de l'IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE**



Source : FEWS NET

## CONTEXTE NATIONAL

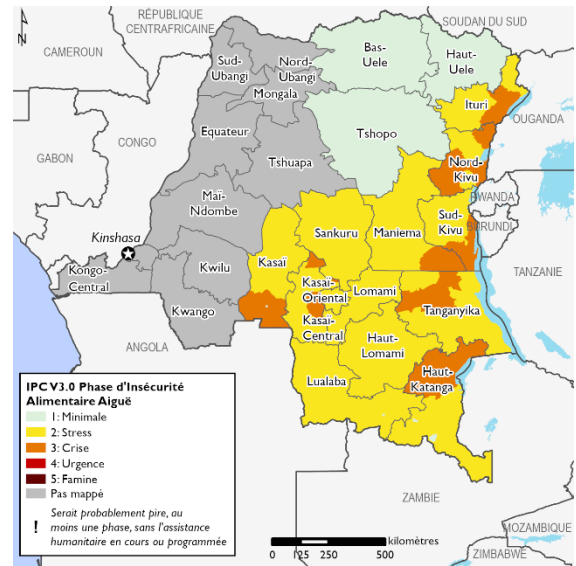
### Situation actuelle

**Situation sécuritaire et mouvements des populations :** Les populations des zones de conflits continuent d’être de plus en plus affectés à cause des exactions multiformes subies, entraînant des déplacements forcés généralisés notamment à l’est du pays. En avril 2022, la communauté économique des pays de l’Afrique de l’Est a mis sur pied une initiative visant la reddition de ces groupes armés. On peut noter une baisse des hostilités comparée à la situation de janvier 2022, selon ACLED. Cependant, sur le terrain, les affrontements entre les groupes armés d’une part et les conflits intercommunautaires d’autre part se poursuivent, malgré la prolongation de l’état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l’Ituri et la mutualisation des opérations entre les armées ougandaise (UPDF) et congolaise (FARDC). Selon les alertes de OCHA, de janvier à avril 2022, la RDC a compté 750 129 personnes nouvellement déplacées. A ce jour, la RDC compte près de 5,6 M des déplacés internes présents dans 13 provinces dont près de 85 pour cent se retrouvent aux seules provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu et Ituri (Figure 1).

**Evolution de la saison agricole :** La saison agricole B de mi-mars à juin avait bien démarré dans les zones nord-est et centre-est du pays et a présagé d’un cycle cultural normal dans sa grande partie. Cependant, dans les zones nord-est, sud-est et centre-est du pays, on a noté des mouvements brusques des populations en période culturale auxquels s’ajoute une mauvaise répartition des pluies au cours de la saison B, notamment sur la plaine de la Ruzizi, qui a conduit aux faibles performances de production en fin de saison. Les précipitations cumulées pour la campagne 2021/22 ont été nettement inférieures à la moyenne dans le centre-est de la RDC. Les récoltes consécutives inférieures à la moyenne attendue généreront probablement de faibles niveaux d’approvisionnement local.

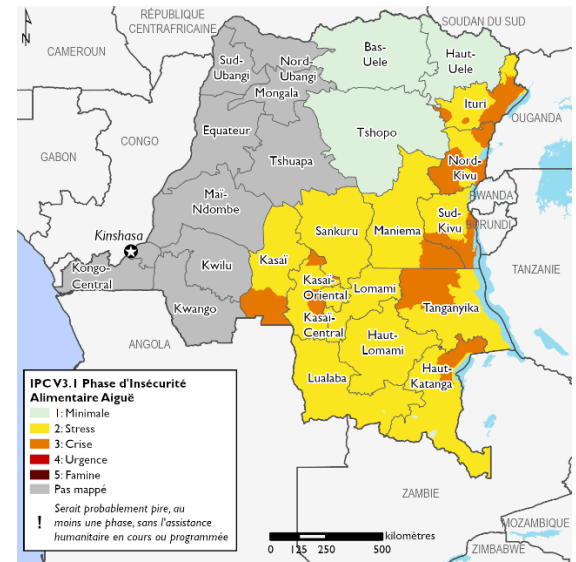
**Situation des marchés et flux commerciaux :** Se référant aux analyses marché de FEWS NET, les prix des principaux produits importés, notamment le riz et l’huile végétale raffinée, connaissent des fluctuations conjoncturelles et atypique qui sont dues aux ralentissements et spéculations des approvisionnements en lien probable avec la crise en Ukraine. On assiste également au ralentissement des approvisionnements en provenance des pays voisins comme le Rwanda, l’Ouganda et la Tanzanie face à l’incertitude engendrée par la crise mondiale actuelle. Le prix du carburant a connu aussi une augmentation du fait des importations limitées de ces derniers mois. Depuis le mois d’avril, le prix du carburant est en hausse variant entre 10 à 30 pourcents sur différents marchés de la RDC. Cette situation a eu un impact sur les prix des biens et services, et par conséquent sur l’accessibilité de ménages pauvres à ces denrées qui sont important dans le panier des ménages. En dépit d’une relative baisse des prix des produits locaux suite aux récoltes de la saison B, la hausse du coût de transport lié à celle des produits pétroliers au niveau global continue à maintenir les prix au-dessus de la moyenne.

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, juin à septembre 2022



Source : FEWS NET

Résultats estimés les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre 2022 à janvier 2023



Source : FEWS NET

La manière de classification que FEWS NET utilise est compatible avec l’IPC. Une analyse qui est compatible avec l’IPC suit les principaux protocoles de l’IPC mais ne reflète pas nécessairement le consensus des partenaires nationaux en matière de sécurité alimentaire.

**Main d'œuvre agricole et non-agricole :** La main d'œuvre reste disponible en zones agricoles, notamment offerte par les ménages pauvres qui n'ont pas eu accès à leurs terres du fait des déplacements répétitifs liés aux conflits. Il s'agit des ménages pauvres qui vont travailler auprès des moyens et nantis. Quant à la main d'œuvre minière, on assiste de plus en plus au contrôle des carrières par les miliciens qui commettent des atrocités sur les mineurs, comme observe dans le territoire de Djugu dans l'Ituri. Cette situation rend incertaine la disponibilité de la main d'œuvre dans un contexte d'instabilité caractérisée par l'insécurité. La plupart d'exploitants miniers ont suspendus leurs activités suite aux atrocités des groupes armés.

**Conjoncture économique globale :** Selon le ministère des finances, la RDC connaît actuellement de bonnes performances économiques. Cette situation est consécutive à l'envolée des cours des matières premières à l'international. Cependant, depuis le mois de mars 2022, on note un réajustement des prix de carburant consécutif à la persistance des chocs exogènes liés à la hausse des prix de ce produit sur le plan international entraînant la hausse du coût de transport. Quant à la monnaie nationale, elle a connu une dépréciation mensuelle en fin avril 2022 pour s'établir à 1,033 pour cent. Cette instabilité de la monnaie locale favorise également l'instabilité des prix non seulement des produits importés mais aussi des commodités produites localement.

La tendance générale des principaux produits miniers d'exportation de la RDC est en légère baisse. Au 3 mai 2022, la tonne du zinc a baissé de 3 pour cent. En outre, d'après la Banque mondiale, la hausse des prix de l'énergie au cours des deux dernières années a été la plus importante depuis la crise pétrolière de 1973.

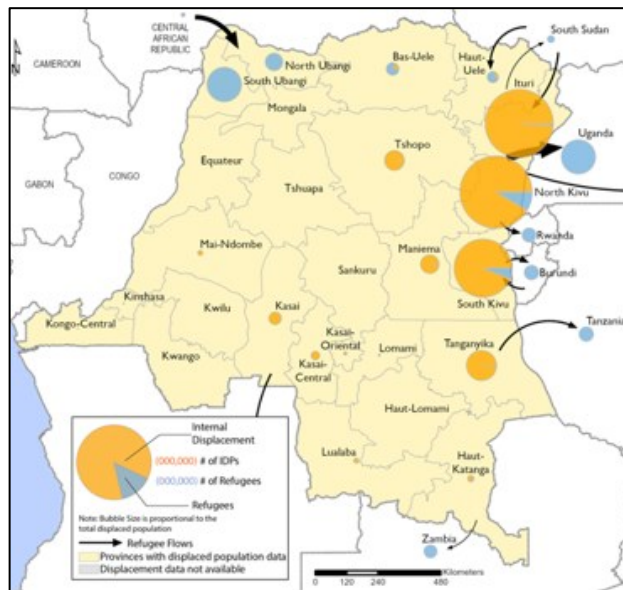
**Assistance humanitaire :** Durant cette période, les différentes interventions ont permis d'atteindre 1,8M des personnes vulnérables sur une cible de 8,8M des personnes par le Humanitarian Response Plan (HRP), soit un taux de réalisation d'environ 20 pour cent. La majorité des interventions en sécurité alimentaire sont plus concentrées dans la partie Est (Nord Kivu, Ituri, Tanganyika, Sud Kivu et Maniema) et quelques réponses dans les zones Nord-Ouest et Centre (Nord Ubangi, Kasai, Kasai Oriental et Kasai central).

### Résultats actuels de la sécurité alimentaire

En ce mois de juin 2022, qui démarre les récoltes de la saison B, aussi bien dans le nord-est que le centre-est que dans le sud-est, la production agricole actuelle pourra améliorer la disponibilité alimentaire dans la région et ainsi réduire le déficit de consommation observé dans la région. Toutefois, dans un contexte de faible production pour les uns et de non-participation à la saison agricole pour les autres, la zone nord-est, qui connaît d'importants mouvements des populations ne pourra pas combler son déficit de consommation avec les seules récoltes de cette saison agricole et reste en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC). En revanche, les ménages des provinces du Maniema et Tanganyika, qui se retrouvent dans la majeure partie en situation post-conflit et ont eu l'occasion de participer aux activités agricoles de la saison, sont en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) dans la mesure où ils arrivent à couvrir leurs exigences minimales de consommation alimentaire. Enfin, les zones stables du nord, qui ont eu une saison agricole typique et qui accusent des récoltes proches de la normale, favorisant un accès à leurs sources de revenus et de nourriture, ne connaissent pas de déficit de consommation alimentaire et sont en situation Minimale (Phase 1 de l'IPC).

**Evolution de la malnutrition aigüe globale et épidémies :** Les derniers feuillets du système de surveillance nutritionnelle, sécurité alimentaire et alerte précoce (SNSAP) ont récemment rapporté plusieurs zones de santé de la RDC en alerte. Les dernières enquêtes SMART réalisées dans certaines zones ont relevées des taux de malnutrition élevés au niveau sévère et parfois critique. Selon le cluster Nutrition, environ 2,2 millions de personnes sont affectées par la malnutrition aigüe en RDC.

Figure 1. Carte des mouvements des populations



Source : UNOCHA/UNHCR/FEWS NET

L'est du pays, notamment affecté par des mouvements de population, lesquels constituent un facteur contributif à la malnutrition alors que la partie ouest du pays est notamment affectée par des phénomènes chroniques. En outre, des épidémies de rougeole ont été rapportées dans plusieurs provinces, dont le Sankuru, le Tanganyika et le Sud-Ubangi.

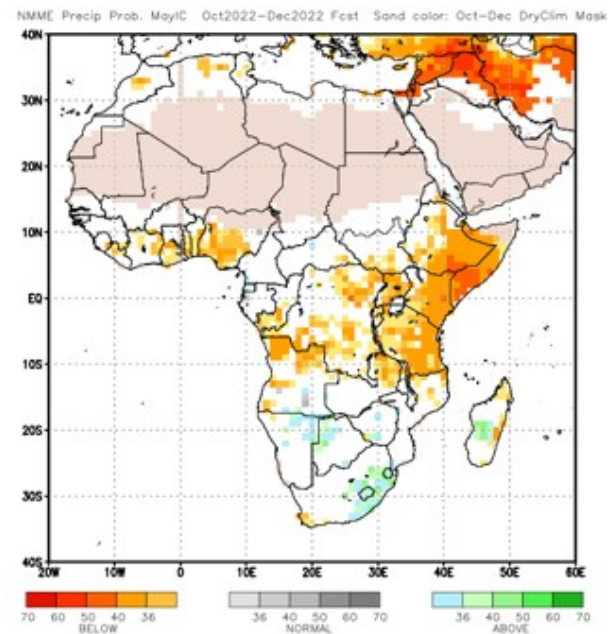
### Suppositions

Le scénario le plus probable de juin 2022 à janvier 2023 est basé sur les hypothèses suivantes au niveau national :

- **Conflits et mouvement des populations :**

- *Ituri/Nord-Kivu* : La situation de conflits dans ces deux provinces pourrait s'accroître et la participation des populations aux activités génératrices de revenus pourraient être perturbées.
- *Au Sud-Kivu* : Durant les prochains mois, il est probable que les attaques des groupes rebelles s'intensifient étant donné que ces groupes chercheront probablement à reprendre les localités perdues.
- *Dans la province du Tanganyika* : En dépit de l'accalmie observée dans la zone, il est probable que les conflits intercommunautaires en cours se poursuivront de manière sporadique, même si le nombre d'événements de conflit restera bien inférieur à celui signalé dans les zones de conflit de haute intensité du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

**Figure 2.** Pourcentage des précipitations saisonnières de NMME de la moyenne d'octobre à décembre 2022



Source: USGS/FEWS NET

- **Conditions agro climatologiques** : Sur la base des prévisions du NMME et de l'OMM, les précipitations moyennes sont très probables dans une grande partie de l'Afrique australe y compris la RDC entre octobre 2022 et janvier 2023, ce qui entraînerait probablement un début de saison normale pour la saison A (Figure 2). Les précipitations de janvier 2023 pourraient être supérieures à la moyenne en raison des conditions prévues à La Niña. Les températures moyennes sont probables sur l'ensemble de la région sud. Les zones bimodales du nord-est et du centre-est devraient commencer à temps le cycle culturel.
- **Production agricole (saison B) et disponibilité alimentaire** : Les récoltes de la saison agricole B, comme celles des précédentes saisons, sont attendues inférieures à la normale sur l'ensemble de la zone est, du fait des mouvements incessants des populations qui se traduisent par une faible participation des ménages aux activités champêtres, notamment dans les zones de conflits actifs. Les disponibilités en denrées locales resteront faibles face à une demande en hausse.
- **Conjoncture économique** : Les prix de l'énergie vont probablement grimper de plus de 50 pour cent en 2022. S'agissant des produits agricoles et les métaux, ils devraient augmenter de près de 20 pour cent en 2022, puis diminuer également au cours des années suivantes. Compte tenu la dépréciation mensuelle, l'instabilité de la monnaie locale pourrait entraîner la volatilité des prix non seulement des produits importés mais aussi des commodités produites localement durant la période de scénario.
- **Fonctionnement des marchés et stocks des ménages** : Compte tenu des récoltes inférieures à la moyenne attendues pour la saison B, on s'attend à des faibles disponibilités pour les produits locaux face à une demande constante. Les stocks des ménages pour la saison B ne pourront couvrir les besoins jusqu'en août. Ensuite commencera la période de soudure durant laquelle les ménages dépendront essentiellement de l'achat au marché jusqu'aux prochaines récoltes à partir de mi-décembre 2022, dans un contexte de baisse de leur pouvoir d'achat. Les marchés fonctionneront de façon typique, sauf dans les zones en conflit, où l'insécurité perturbe l'approvisionnement et le fonctionnement des marchés.
- **Prix des denrées** : Les prix des aliments de base vont augmenter. Dans les prochains mois et en lien avec la crise en Ukraine, les prix du riz devraient augmenter en raison d'une consommation plus élevée, d'un commerce accru et de

l'épuisement des stocks. Les prix du maïs devraient augmenter en raison de la forte demande pour l'alimentation, les semences et l'utilisation industrielle ainsi que des stocks plus serrés. Le prix du blé devrait augmenter et rester au-dessus des niveaux de 2021 en raison de la baisse des attentes des exportations mondiales.

- **Situation des fertilisants en lien avec la crise en Ukraine** : La RDC importe annuellement environ 65 M de tonnes de fertilisants dont une part importante vient de la Russie. Les restrictions économiques imposées à la Russie devraient impérativement réduire les approvisionnements de cette provenance face à une demande constante au niveau local, essentiellement pour les engrais azotés (Nitrogène). Les prix de fertilisants pourront ainsi augmenter, limitant l'accès aux ménages agricoles.
- **Main d'œuvre non-agricole (exploitation minière)** : Avec la détérioration des cours mondiaux des matières premières, notamment le cuivre et le cobalt, la main d'œuvre non agricole pourra connaître une diminution de revenus dans les zones minières principalement dans le sud-est du pays (provinces de Lualaba et Haut Katanga). En outre, dans la partie est du pays, la main d'œuvre non agricole pourra diminuer sensiblement suite à l'activisme des groupes armés et leurs occupations des carres miniers.
- **Accès humanitaire** : Etant donné que le plan de réponse humanitaire (HRP) n'a pu atteindre que 20 pour cent de la population ciblée dû à ce faible financement en 2022, et tenant compte de l'augmentation des besoins avec les nouvelles crises en cours dans le Rutshuru, la couverture d'assistance alimentaire restera faible.

### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Entre juin et septembre 2022, les zones nord-est et centre-est connaîtront successivement une période post-récoltes de deux mois (juin et juillet) et le début de la grande soudure qui s'annoncera précocement en août du fait des faibles récoltes de la saison précédente. Les récoltes de juin permettront aux ménages d'améliorer leur consommation alimentaire pour le temps que dureront leurs stocks alimentaires. Ces ménages qui auront amélioré leurs revenus par la vente des produits de récolte, dépendront de leur propre production. A partir du mois d'août, avec une soudure annoncée précoce et plus longue que celle de la saison B, et un épuisement quasi total des réserves, la dépendance au marché sera le mode d'approvisionnement de la plupart des ménages. Dans les zones en proie aux conflits, l'accentuation de l'insécurité pourrait pousser des ménages supplémentaires à abandonner leurs moyens d'existence et ainsi creuser des déficits de consommation alimentaire de plus en plus importants au fil des campagnes. Les zones de l'est qui connaissent les effets de la crise prolongée resteront en Crise (Phase 3 de l'IPC), notamment l'Ituri (Irumu et Djugu), le Sud-Kivu (Uvira et Fizi) et le Nord-Kivu (Beni, Rutshuru et Masisi). Les provinces de Lomami, Sankuru, Kasai Oriental, Kasai, une partie du Maniema et l'ex-Katanga qui essayent de se stabiliser, et où les ménages ont un meilleur accès à la nourriture et aux revenus par le fait de conduire des campagnes agricoles complètes, seront en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). La phase Minimale (Phase 1 de l'IPC) restera dans les provinces de Haut-Uele, Bas-Uélé et Tshopo qui n'ont pas connu des chocs importants et qui n'accusent pas de déficit de consommation alimentaire.

Entre octobre 2022 et janvier 2023, qui correspond au pic de la soudure dans l'est de la RDC, la situation des ménages sur l'ensemble de la zone sera de plus en plus difficile avec un accès limité à la nourriture du fait de l'épuisement des stocks. On estime que les récoltes vertes de décembre pourront soulager les populations qui auront commencé à développer des stratégies d'adaptation souvent dommageables et irréversibles et améliorer la consommation alimentaire des ménages sur l'ensemble de la zone Est. Une bonne partie du Nord et Centre de la RDC, incluant le Bas-Uele, Haut-Uele, Tshopo, Sankuru et Lualaba, reconnue zone stable avec des stocks suffisant pour couvrir la période de soudure, serait en phase Minimale (Phase 1 de l'IPC) tandis que le Centre Sud et le Sud-est, principalement de Maniema, Sud Kivu et Ex-Katanga, évolueraient en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

**Evolution de la malnutrition** : Selon les chiffres des dernières enquêtes nutritionnelles réalisées en RDC, la prévalence de la malnutrition aiguë sévère (MAS) est au-dessus du seuil critique (>5 pour cent) et même d'urgence (>10 pour cent) dans certaines provinces du Kasai, le Haut-Lomami, l'Ituri et le Nord-Ubangi. Les mouvements de population supplémentaires attendus dans la période à venir vont à nouveau fragiliser les moyens d'existences des plus vulnérables et conduire à des situations de déficits alimentaires de plus en plus inquiétants, notamment dans ces zones d'opérations militaires.

*Evènements qui pourraient changer le scénario*

Évènements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zones	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	Fin du conflit Russo-ukrainienne	La fréquence des approvisionnements des produits importés pourrait se rétablir normalement avec un impact positif sur les disponibilités qui vont au final influencer les prix des produits importés dans le sens de la baisse.
	La fin des restrictions liée à la pandémie de COVID-19	L'ouverture des frontières favoriserait les flux commerciaux et les ménages pauvres des zones frontalières vivant du petit commerce informel pourraient reconstituer leur revenu et améliorer ainsi leur accès alimentaire.
	Stabilité des conditions agro-climatologiques avec des précipitations moyennes sur l'ensemble des zones	Ceci favoriserait une production agricole normale et ainsi réduirait les déficits de consommation alimentaire observés dans beaucoup des zones du pays en phase de Crise (Phase 3 de l'IPC).
	Augmentation plus accrue du prix de céréales de base et de carburant sur le marché international	Suite à la crise Russo-Ukrainienne, on craint une augmentation exagérée des prix des céréales et du carburant, ce qui pourrait éventuellement conduire à l'augmentation des prix des principales denrées alimentaires et la diminution de l'accès aux aliments importés pour les ménages pauvres.
	Perturbations climatiques sur la zone	L'excès et/ou carence de pluies pourrait impacter sur le prochain cycle cultural et exacerber les dégâts des inondations.
Ituri, Nord Kivu, Sud Kivu, Tanganyika, Maniema	Reddition des groupes armés et baisse d'intensité dans les conflits armés	Avec les processus de Nairobi, la majorité des groupes armés ont été appelés aux négociations par les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est. La reddition de ces groupes armés, réduirait les mouvements des populations tout en augmentant la participation aux activités agricoles qui en fin de campagne améliorerait l'accès alimentaire et les sources de revenus des ménages pauvres.
Nord Kivu et Ituri	Reddition et retour des groupes armés étrangers dans leurs pays	La communauté des pays de l'Afrique de l'Est se prépare à lancer une offensive contre les groupes armés étrangers se trouvant en RDC. Ce processus pourrait favoriser la reddition des groupes armés étrangers et diminuer ainsi le niveau de violence et augmenter le retour des populations déplacées.

## ZONE DE PREOCCUPATION

### Territoire de Djugu : CD14 (Agriculture des hautes terres du Nord-est)

#### Situation actuelle

**Situation sécuritaire et mouvements des populations :** Les attaques rebelles se sont poursuivies dans toute la province de l'Ituri malgré un « état de siège » qui a été prolongé. Les miliciens de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO) ont accru des exactions contre les populations en Ituri et les Forces démocratiques alliées (ADF), les ADF ont de plus en plus montré une capacité d'attaque dans cette province, notamment dans le territoire D'Irumu et Mambasa.

Dans le territoire de Djugu, la situation sécuritaire est très préoccupante. Depuis début 2022, on a noté plusieurs exactions et attaques contre les populations civiles, y compris sur les sites de personnes déplacées. Les différents alertes sur les mouvements des population reçus par OCHA depuis début 2022 font état de plus de 134 272 personnes déplacées et 61 975 personnes retournées. Les zones de santé les plus touchées par ces mouvements des populations sont notamment Mangala, Nizi, Bambou, Mungwalu, Linga, Jiba, Drodoro et Fataki. Selon les données de l'inspection de l'agriculture, durant les 3 dernières années, le nombre de ménages agricoles a diminué de 27 pour cent.

**Situation agricole et progrès saisonnier :** Selon l'inspection provinciale de l'agriculture, la saison agricole A de septembre 2021 à janvier 2022 a été perdue de 60 à 70 pour cent, avec seulement 30 à 40 pour cent de la population qui ont pu participer dans la campagne, contre 80 pour cent en année typique. De plus, la superficie emblavée par ménage a réduit par la moitié, étant actuellement vers 0,25 ha. En effet, à la suite du conflit exacerbé aux trois premiers mois de l'année 2022, la plupart des ménages agricoles se sont déplacés et n'ont pas eu accès à leurs champs. Seuls les agriculteurs de la partie nord du territoire (zones de Santé de Linga, Rethy et Lita) dans une relative accalmie, avaient participé aux activités agricoles de la saison passée. Cependant, les champs dans la zone de conflit, au nord-est du territoire sont récoltés soit par les miliciens, soit par les militaires de l'armée régulière qui ne reçoivent pas régulièrement leurs rations de survie. Pour cette saison B, on a observé des perturbations climatiques caractérisées par les retards des pluies au démarrage de la saison et une abondance des pluies pendant la période de floraison, ce qui a eu d'impacts sérieux sur la production agricole durant cette saison. Les ménages qui ont participé à la saison agricole s'attendent aux récoltes de la saison qui démarrent en juin 2022.

**Activités minières :** Les miliciens contrôlent un bon nombre des carrières minières et les atrocités actuelles se concentrent autour des mines et les mineurs sont assassinés régulièrement. En mai, des dizaines des mineurs ont été massacrés dans les carrés miniers à Djugu. La plupart d'exploitants miniers ont carrément fermées leurs activités suite aux atrocités des groupes armés. La compagnie minière Kilo Moto en faillite depuis plusieurs années n'offre plus une garantie de main d'œuvre aux autochtones et se limite aux taxes d'exploitation perçues sur les surfaces exploitées de façon artisanale et à l'exploitation de l'énergie hydro électrique produite par elle pour desservir les populations de la ville de Bunia et environs.

**L'élevage :** L'EFSA du PAM, réalisée en août 2021, a montré que dans le territoire de Djugu, seulement 12 pour cent de ménages possède des animaux, notamment des volailles (45.5 pour cent) et les caprins (25.5 pour cent), contre environ 60 pour cent des ménages qui possèdent habituellement des animaux. Avec l'évolution actuelle du conflit, plusieurs têtes de bétail ont été pillées, et la plupart des éleveurs de grands bétails ont migré vers Aru et la province voisine du Haut-Uele.

L'inspection provinciale de l'élevage estime que plus de 80 pour cent des caprins ont été décimés et l'aviculture a été systématiquement pillée. Seuls les porcins subsistent encore dans le territoire car pour des raisons mystico-religieuse, les miliciens ne s'approchent pas des porcs. Cependant, le territoire est touché de la peste porcine depuis près de 5 ans. Selon l'inspection provinciale de l'élevage, on estime à près de 12 pour cent, les animaux perdus durant les deux dernières années à la suite des épizooties sans compter ceux perdus sous le fait des conflits armés.

Figure 3. Carte de référence du territoire de Djugu



Source : FEWS NET

**Evolution des activités de pêche sur le lac Albert :** Toute la partie est de Djugu est bordé par une zone littorale longeant le lac Albert où l'activisme des groupes armés favorise la pêche illicite. Au même temps, la marine Ougandaise traque et arrête à plusieurs reprises des pêcheurs congolais sur le lac suite au non-respect de la frontière maritime. En réponse à cette situation, les autorités provinciales de l'Ituri ont mis en place un organe chargé de surveillance sur le lac mais cet organe peine à fonctionner. Malgré l'insécurité, selon les statistiques de l'inspection provinciale de la pêche, l'activité de pêche est en recrudescence (57 pour cent) depuis 2010 et est à la base de la rareté des produits de pêche sur les marchés locaux.

**Fonctionnement des marchés et flux commerciaux :** Le fonctionnement des marchés a été complètement perturbé car les gens ne peuvent plus se déplacer à une distance de plus de 2 Km de leurs villages respectifs suite à l'insécurité et aux exactions des groupes armés. Seul le marché de la localité « IGA barrière » fonctionne encore normalement sur une dizaine des marchés qui existait dans le territoire. Les routes d'approvisionnement sont aussi insécurisées par les miliciens. Le territoire de Djugu effectue des échanges économiques importants avec l'Ouganda via le lac Edouard et le territoire de Mahagi. Les conditions de traverser de frontières exigent des résultats négatifs des tests COVID-19 qui coûte cher pour le ménage moyen. Ces mesures ont eu des effets négatifs sur les revenus de ces ménages et ceux qui vivaient des activités informelles avec l'Ouganda via le lac Edouard ont directement perdus leurs moyens d'existence. L'accès à la nourriture pour ces ménages pauvres devient donc de plus en plus difficile donné leurs faibles revenus aux côtés d'augmentation des prix des principaux produits alimentaires et du carburant.

**Assistance humanitaire :** Selon les statistiques du cluster sécurité alimentaire, depuis le début de cette année 2022, 108 740 personnes ont reçu une assistance alimentaire, ce qui constitue près du quart des personnes ciblées (23%) et représentant 5,7% de la population du territoire.

**Consommation alimentaire :** Selon la dernière EFSA du PAM, effectué en août 2021, la proportion des ménages avec score de consommation alimentaire pauvre et limite était estimée à 91 pour cent, alors 62.1 pour cent de ménages souffrait de faim sévère et seuls 47 pour cent de ménages avait une bonne diversité alimentaire. Suite à la production jugée inférieure à la moyenne cette saison agricole, les disponibilités locales des aliments sont moindres. Les faibles performances enregistrées au cours des dernières saisons agricoles de même que des conflits et aux déplacements des populations n'ont fait qu'exacerber la situation de la consommation alimentaire préoccupante tel que les changements dans les sources alimentaires que les ménages devaient apporter se sont détériorés au fil des années et l'accès alimentaire au niveau des ménages se voit limité.

### *Suppositions*

En plus des hypothèses au niveau national, le scénario le plus probable de juin 2022 à janvier 2023 dans le territoire de Djugu est basé sur les hypothèses suivantes :

- **Production agricole :** Avec la présence active des groupes armés et des exactions commises par ces derniers sur les populations civiles, les récoltes de la saison B en cours vont être en dessous de la moyenne. Les mouvements des populations pourront occasionner une faible participation des ménages agricoles à la saison A 2023 et entrainera une production agricole significativement en baisse pour cette zone, jadis une zone de surplus pour les principales cultures vivrières et principal grenier pour la province de l'Ituri. L'accès limité aux champs et aux carrières minières par les ménages suite aux exactions des groupes armés pourra occasionner la baisse des revenus pour ces ménages.
- **Main d'œuvre agricole et non agricole :** Avec la présence massive des déplacés disséminés dans les agglomérations urbano-rurales, notamment Bunia, les travaux temporaires dans les champs pourraient constituer une des principales sources des revenus. Ainsi, l'offre de la main d'œuvre agricole sera garantie pour les nantis avec une possibilité de réduction du taux journalier à cause de la hausse de l'offre. Les personnes déplacées pourront s'offrir d'autres opportunités dans le transport, les constructions et les travaux domestiques pour répondre à les besoins immédiats dans les milieux urbain et ruraux.
- **Petit commerce transfrontalier :** L'activisme des groupes armés continuerait d'entraver la circulation des personnes et des biens sur les routes et sur le lac. Cette situation pourra continuer à impacter négativement les moyens d'existence des ménages pauvres qui vivent du commerce informel.
- **Fonctionnement des marchés et projection de prix:** Les embuscades des milices armées sur les axes routiers Bunia-Mahagi-Ouganda et Bunia-Aru en cette période pré-récolte créaient l'insécurité et ont significativement réduit le trafic sur ces principaux axes d'approvisionnement de Bunia à partir de l'Ouganda voisin. Cet activisme des groupes armés



- expliquerait cette distorsion des prix sur les marchés. Le prix de la farine de maïs est susceptible de baisser pendant les mois de récoltes et augmenter à partir de novembre. La même tendance serait vécue sur la route reliant la province de l'Ituri à celle du Nord-Kivu. Le prix de la farine de maïs restera au-dessus de celui de la même période de l'année 2021 et de la moyenne de cinq dernières années (Figure 4).
- Assistance humanitaire** : L'assistance humanitaire va poursuivre dans le territoire, mais restera faible, vu que la plupart des plans humanitaires ne sont pas complètement couverts.

*Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

Entre juin et septembre 2022, la consommation alimentaire des ménages pourrait s'améliorer avec les faibles récoltes de la saison agricole B. Cependant, vu que le niveau de stock sera très bas au niveau des ménages, le nouvel accès aux aliments ne pourra durer que d'une période limitée. Au cours de cette période, dans la mesure où beaucoup des ménages en déplacement n'ont pas pu cultiver leurs champs, et l'aide alimentaire n'est pas suffisant, cette zone restera en situation d'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Entre septembre 2022 et janvier 2023, la consommation alimentaire pourra se détériorer avec la soudure agricole qui s'installe. Avec l'accentuation de l'insécurité dans la zone, les ménages déplacés n'auront pas accès à leurs moyens d'existence et ces ménages dépendront de l'assistance alimentaire qui malheureusement ne pourra pas couvrir tous les besoins. La plupart des ménages resteront dans l'insécurité alimentaire de Crise (Phase 3 de l'IPC). Toutefois, dans les zones de santé qui connaissent des grands mouvements des populations, notamment Mangala, Drodoro, Damas, Mungwalu, Fataki, Bambo, Lita et Nizi, une minorité des ménages qui ont perdus toutes leurs biens productifs et n'ont pas pu s'occuper de l'agriculture du tout seront en Urgence (Phase 4 de l'IPC).

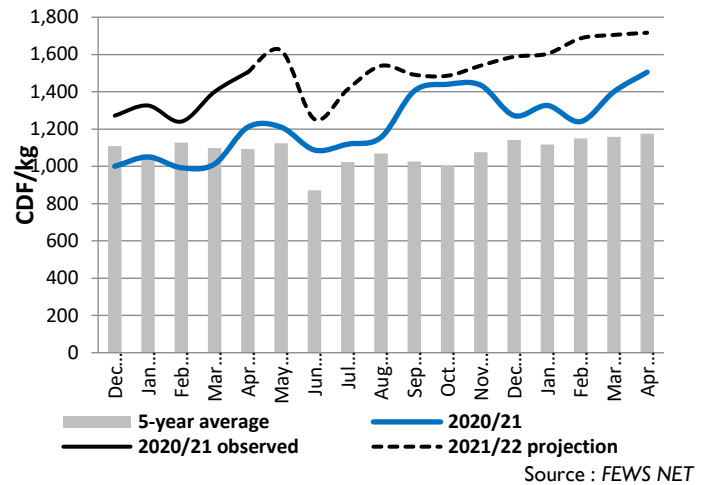
**Situation nutritionnelle** : Selon la dernière enquête de PRONANUT en août 2021 dans les zones de santé de Mangala et Drodoro, la prévalence de la malnutrition aiguë était au-delà de l'urgence. L'augmentation des exactions des miliciens armés qui empêchent l'accès aux sources de nourriture et réduisent la disponibilité alimentaire dans cette zone pourront avoir des répercussions supplémentaires sur l'état nutritionnel des populations déjà fragilisées.

*Evènements qui pourraient changer le scénario*

Évènements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Djugu	Reduction importante de l'intensité de conflits dans la zone	Certaines factions du groupe armé CODECO sont en discussion avec le gouvernement pour leur reddition. La reddition de ce groupe armé permettra le retour des populations déplacées et la reprise significative des activités agricoles avec une production qui serait en hausse et fournirait plus de revenus aux ménages.
	Amélioration des routes de desserte agricole pendant la prochaine saison agricole	Un impact positif sur le coût de transport et favoriserait ainsi les échanges interzones.
	Perturbations climatiques sur la zone	L'excès et/ou carence de pluies pourrait impacter sur le prochain cycle cultural et exacerber les dégâts des inondations.

Figure 4. Projection de prix de la farine de maïs à Bunia



**Territoire de Kabambare : CD 06 (Agriculture de la savane de Maniema)****Situation actuelle**

**Situation sécuritaire et mouvements des populations :** Les conflits dans ce territoire sont le fait du non-respect des conventions entre la société minière BANRO et la population locale sur l'exploitation minière de la Coline de Namoya. A cela s'ajoute le conflit intercommunautaire entre les Twa et les Bantous qui a commencé au Tanganyika et qui s'est transporté vers le Maniema. Après la fermeture et le départ de la société BANRO, il y a eu accalmie précaire dans la zone suivie par la reprise des affrontements entre différents groupes armés. Les Maï Maï Malaika sont très actives dans la zone, particulièrement dans les actes de viol contre les femmes dans leurs activités champêtres. La faible couverture des forces de sécurité constitue un des facteurs favorisant les activités criminelles des groupes armés dans cette région enclavée. Plusieurs abus des droits humains leur sont attribués, entre autres les coups et blessures, et les arrestations arbitraires pour des rançons. Les combattants Twa se sont illustrés par des braquages dans le secteur de Babuyu, dans la zone de Santé de Kabambare, particulièrement contre les usagers de la route nationale numéro 5 (RN5).

**Figure 5. Carte de référence du territoire de Kabambare**

Source : FEWS NET

Selon le rapport ERM (Evaluation Rapide Multisectorielle) organisé par l'ONG ACTED en novembre 2021 dans le territoire de Kabambare, 40 pour cent des ménages enquêtés ont été identifiés comme étant déplacés après entretien avec les leaders locaux et les responsables des structures sanitaires et après décompte de porte à porte des ménages dans les différents villages ciblés qui ont accueillis des déplacés. Ces chiffres n'ont cessé d'augmenter avec la reprise des affrontements dans la zone. Aucun ménage déplacé n'est retourné dans la zone de provenance du fait de la poursuite des affrontements entre groupes armés et FARDC.

**Situation agricole et progrès saisonnier :** Le territoire de Kabambare qui se situe dans la zone centre-est est en début des récoltes de la saison B. Les principales spéculations sont le manioc, le maïs, le riz et l'arachide cultivées dans la partie sud du territoire. On retrouve également le palmier à huile comme culture de rente. Etant donné l'état des infrastructures routières fort dégradé qui ne permet pas l'évacuation de la production vers les centres de consommation, les ménages se sont orientés vers une agriculture de subsistance, juste pour la consommation propre des ménages. Avec les conflits dans la zone qui limitent l'accès des ménages aux champs, les dernières productions des campagnes consécutives ont été inférieures à la moyenne de 10 à 30 pour cent au fil des saisons. Les activités agricoles restent une activité des femmes à près de 70 pour cent pendant que les jeunes et vieux s'orientent vers les activités minières.

Les ménages du territoire font face à des difficultés d'accès aux semences de qualité et pesticides dans la conduite des activités agricoles du fait de l'inaccessibilité de la zone. Les maladies observées sur les plantes sont la mosaïque africaine du manioc (MAM) et les attaques des chenilles sur le maïs. Le territoire de Kabambare regorge une énorme potentialité dans le domaine de l'agriculture, les plaines de ce territoire et la qualité de son sol sont une grande opportunité pouvant faciliter la pratique de l'agriculture. Malheureusement, ces potentialités restent sous exploitées.

Selon la dernière évaluation du PAM (EFSA de 2021), les principales cultures des ménages dans le territoire de Kabambare sont le riz, pratiqué par 63.6 pour cent des ménages, le manioc, l'arachide, la patate douce, le banane plantain et les cultures maraichères.

**Activités minières :** Les activités minières sont en baisse. Les principaux minerais exploités sont l'or, le Coltan et la Cassitérite. En ce moment, les groupes Maï Maï Malaika contrôlent un bon nombre des carrières minières et les atrocités actuelles se concentrent autour des mines et les mineurs sont régulièrement assassinés. Le monopole de l'exploitation minière du territoire revenait à la société BANRO Mining qui vient de fermer son exploitation pour un malentendu avec les populations locales. Une bonne partie des travailleurs de cette société minière venait des provinces voisines alors que les autochtones étaient faiblement représentés (10 pour cent) dans les activités de la société et ne devraient plus exploiter artisanalement

dans la concession de l'entreprise du fait de conflits dans la zone. L'activité minière artisanale est pratiquée dans le secteur de Babuyu au nord du territoire.

En dépit de la baisse généralisée des activités minières, des jeunes qui pourtant constituent une grande partie de la population active de la zone ont abandonnés des activités agricoles en faveur des activités minières artisanales, un facteur qui contribue à une insuffisance de main d'œuvre pour les travaux agricoles et même à la baisse du niveau de la production agricole dans ce territoire. La main d'œuvre minière est estimée plus lucrative et est rémunérée en partageant le gain journalier du groupe des travailleurs, après la vente des produits aux acheteurs sur place, tandis que le coût de la main d'œuvre agricole est plafonné à 3000 CDF par jour.

**L'élevage :** Selon les informations recueillies auprès des autorités provinciales en charge de l'agriculture et de l'élevage, cette activité a baissé dans le territoire de Kabambare du fait de l'insécurité et le manque de riposte contre les épizooties. A la suite d'un conflit entre éleveurs nomades et autochtones propriétaires terriens dont les cultures furent ravagées par le bétail en pâture libre, les éleveurs ont été obligés de se déplacer vers le territoire de Kasongo.

**Activités de pêche artisanale :** Le territoire de Kabambare se trouve dans le bassin hydrographique du fleuve Congo. La pêche est pratiquée sur les rivières Lukuga et les autres petites rivières comme Lulindi, Lwama et Kilunguti. La rivière Lwama est plus poissonneuse que les autres. La pêche s'effectue de façon artisanale. Des problèmes sont signalés comme l'invasion du lit des rivières par les exploitations minières artisanales à partir de dragues qui perturbent la pêche. La pisciculture ayant une énorme potentialité et faisant partie des activités génératrices de revenus. Cependant, Kabambare ne génère pas beaucoup des recettes par manque de moyen de conservation, car les poissons sont à peine diagnostiqués et restent parfois sans traitement de maladies, empêchant la production d'atteindre les grands centres de consommation. Le secteur de pêche est mal organisé et se limite à la survie des populations qui la pratique.

**Fonctionnement des marchés et flux commerciaux :** Dans le territoire de Kabambare, il y a des grands centres de consommation avec seulement deux marchés : le marché de Salamabila et celui de Wamaza. Le secteur de production est en souffrance depuis que les groupes armés ont apparu dans la zone. Les produits de première nécessité ont augmenté de prix sur le marché. Le territoire dépend aussi des importations à partir de la Tanzanie via le lac Tanganyika, du Burundi via le poste frontalier de Kavimvira et le port de Kalundu qui approvisionnent les marchés locaux en produits de base comme la farine de maïs, le riz importé et l'huile végétale. Avec la hausse du prix de carburant et l'impraticabilité des routes, il y aura carence des vivres sur les marchés notamment pour les produits importés de certains pays voisins comme le Burundi, ce qui engendre une augmentation des prix des produits de base. Les ménages pauvres et moyens ont difficultés à accéder aux produits de première nécessité.

**Assistance humanitaire :** Selon le cluster sécurité alimentaire du Maniema, aucune réponse humanitaire n'a été apportée dans le territoire de Kabambare depuis le début de cette année 2022, faute des voies d'accès. La faute d'accès et avec l'exigence des pourboires et l'orientation du ciblage par les autorités locales a entraîné la quasi-totalité des partenaires d'arrêter leurs activités dans le territoire de Kabambare.

**Consommation alimentaire :** Cette zone accuse un déficit alimentaire à cause de disponibilité locale moindres suite à la production jugée inférieure à la moyenne. Selon la dernière EFSA du PAM effectué en août 2021, la proportion des ménages avec score de consommation alimentaire pauvre et limite était estimée à 84 pour cent, alors que 35 pour cent de ménages souffrait de faim sévère et seuls 14.3 pour cent de ménages avait une bonne diversité alimentaire. Les faibles performances enregistrées au cours des dernières saisons agricoles n'ont fait qu'exacerber la consommation alimentaire qui se détériore au fil des années suite à la poursuite des conflits et l'impraticabilité des routes de desserte agricole.

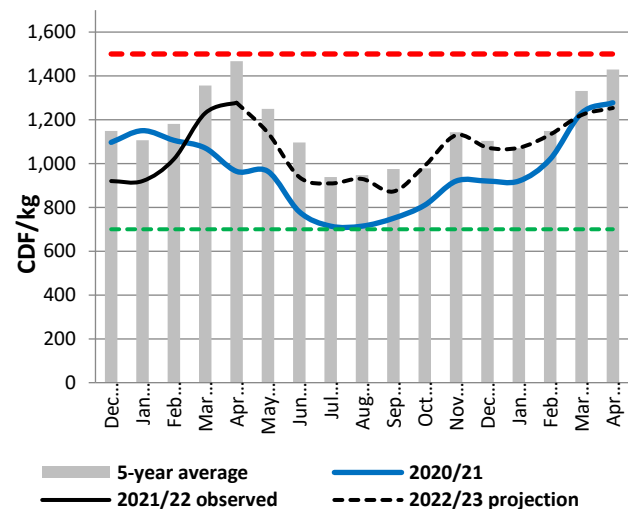
**Moyens d'existence :** La vente des produits agricoles constitue la principale source de revenus des ménages de Kabambare suivi des activités minières dans la partie nord du territoire (Salamabila), la pêche sur la rivière Lukuga et l'élevage de caprins. L'élevage porcin est quasi inexistant du fait de la présence massive de la communauté musulmane dans la zone. Autour de 20 pour cent des ménages ne s'intéressent pas aux activités agricoles préférant faire recours au travail journalier non agricole malgré leur accessibilité à la terre, travaillant dans des exploitations minières. La plupart des ménages de la zone dépendent donc, plus ou moins directement, des récoltes et de leurs aléas.

### Suppositions

En plus des hypothèses au niveau national, le scénario le plus probable de juin 2022 à janvier 2023 dans le territoire de Kabambare est basé sur les hypothèses suivantes :

- **Production agricole** : Avec la présence active des groupes armés et la substitution des activités agricoles par les activités artisanales dans les carrières minières de fortune, les activités agricoles pour la saison B dans le territoire de Kabambare seront à nouveau perturbées. L'abandon des activités agricoles compte tenu du fort déplacement de la population active pendant la saison A (septembre à février) conduira sans nul doute à une baisse de la production agricole dans cette zone. L'accès limité aux champs suite aux exactions des groupes armés pourra occasionner la baisse des revenus pour ces ménages dans période de scénario.
- **Main d'œuvre agricole et non agricole** : Avec la baisse des activités minières dans le territoire de Kabambare à la suite de la fermeture de la grande exploitation minière de la localité BANRO, l'importante offre de la main d'œuvre ne pourra être résorbée face à une faible demande des exploitants individuels. Une baisse du taux journaliers est donc envisageable dans les moyens termes. Quant à la main d'œuvre agricole, elle pourra être amélioré a avec le déclin du secteur minier.
- **Maladie des plantes** : La maladie observée sur les plantes est l'attaque des chenilles légionnaires sur le maïs. Ces chenilles ravagent toutes les cultures occasionnant une faible production.
- **Pêche** : Dû aux maladies des poissons, la population resteront réticent de consommer les poissons.
- **Conditions climatologiques** : Selon les estimations de la NOAA, les températures moyennes sont les plus probables dans la majeure partie de la région entre juin et septembre 2022. Sur la base de la confiance des modèles de prévision à long terme, des précipitations moyennes sont les plus probables dans la majeure partie de l'Afrique australe, notamment la RDC entre octobre 2022 et janvier 2023, ce qui se traduirait par un début de saison normal. Les précipitations de janvier 2023 pourraient être supérieures à la moyenne en raison des conditions La Niña prévues.
- **Petit commerce transfrontalier** : Le territoire de Kabambare est enclavé, cependant les échanges économiques avec les pays voisins de la région passent par les provinces voisines du Sud Kivu (Fizi, uvira) et du Tanganyika via le lac Tanganyika. Les flux commerciaux dans ce territoire sont interconnectés avec les autres territoires, avec comme seule voie d'accès les routes. L'impraticabilité des routes dans la région ne facilitera pas les échanges sur l'ensemble de la zone et réduirait les disponibilités alimentaires sur les marchés locaux dépendant plus des flux extérieurs.
- **Fonctionnement des marchés et projection de prix** : Tenant compte de la récolte de la saison agricole B dans le centre-est, des importations en provenance de la Tanzanie et du Burundi, de la production locale, de l'impraticabilité des routes et une hausse probable du prix du carburant, on pourrait s'attendre à une carence de la farine de maïs et d'autres produits de base (riz, manioc, légumineuses, huile végétale) à Kabambare et sur le marché d'Uvira. Ainsi le prix de la farine de maïs connaîtra des variations conjoncturelles entre septembre 2022 et janvier 2023, et donc presque similaire à celui de l'année 2021 mais supérieur à la moyenne des 5 dernières années (Figure 6).
- **Assistance humanitaire** : L'enclavement du territoire de Kabambare à cause de l'impraticabilité des routes depuis plusieurs années et les affrontements entre différentes factions Mai Mai Malaika, pourtant seule porte d'entrée dans la province à partir du sud Kivu et du Tanganyika, ne facilitera pas aux organisations humanitaires d'y accéder.

Figure 6. Projection de prix de la farine de maïs à Uvira



Source : FEWS NET

### Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Pendant les deux premiers mois de la première période de scénario (juin et juillet), la consommation alimentaire des ménages pourrait s'améliorer et les ménages pourront dépendre de leur propre production pour une très courte période. Ensuite, ils dépendront de l'achat au marché pour s'approvisionner en nourriture et connaîtront des déficits de consommation alimentaire en période de soudure (août et septembre). Les ménages pauvres n'ayant pas cultivés feront usage des stratégies d'adaptation liées à la consommation alimentaire pour subvenir à leurs besoins alimentaires. Dans cette situation, la plupart des ménages du territoire restera en Crise (Phase 3 de l'IPC).

Pendant la seconde période de scénario (octobre-février) qui connaîtra le pic de la soudure en novembre, la consommation alimentaire des ménages pourra se détériorer jusqu'en décembre, pour connaître une légère amélioration à partir de mi-décembre avec les récoltes vertes de la saison A. La situation de la consommation alimentaire accusera un déficit important à l'épuisement complet des stocks de la précédente saison. La plupart des ménages seront en Crise (Phase 3 de l'IPC).

**Situation nutritionnelle :** Selon la dernière enquête de PRONANUT en août 2021 dans les zones de santé de Kabambare et Kasongo qui avait relevé que la prévalence de la malnutrition aiguë était au-delà de l'urgence et parfois de la gravité avec la MAG à 13,2 pourcents dans la zone de santé de Kabambare et 14,7 pourcents dans la zone de santé de Salamabila. L'augmentation des exactions des miliciens armés qui empêchent l'accès aux sources de nourriture et les faibles disponibilités alimentaires dans cette zone pourront avoir des répercussions sur l'état nutritionnel des populations déjà compromis.

### Événements qui pourraient changer le scénario

Événements possibles au cours des six mois à venir qui pourraient changer le scénario le plus probable.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
Kabambare	Pratique de l'agriculture par la population active	Comme le territoire de Kabambare se trouve dans la zone des moyens d'existence de l'Agriculture de Savane du Maniema La pratique de l'agriculture pourrait diminuer la situation d'insécurité alimentaire dans la zone.
	La réhabilitation des routes de desserte agricole	La mise en place d'une équipe de maintenance de la route BUKAVU-KINDU est d'une importance capitale, car c'est la seule voie actuelle de communication reliant le territoire au centre de consommation et d'approvisionnement des produits divers. Cela faciliterait l'accessibilité de tous les sites de production agricole du territoire.
	Régularisation des précipitations	Avec un retour normal des pluies, le calendrier agricole pourrait être respecté et éviter les semis successifs utilisés par les ménages pour pallier ce phénomène.
	Continuité du conflit qui existe entre différentes factions (Maï Maï Malaika) dans le territoire.	Cette situation pourrait aboutir à un éclatement général de conflit et la détérioration de la situation sécuritaire dans ce territoire et qui empêcherait la venue des investisseurs dans le domaine minier.

### AUTRES ZONES DE PREOCCUPATION

Compte tenu de la résurgence des conflits sur les sols volcaniques agricoles de **Rutshuru** dans la province de Nord-Kivu, FEWS NET a de plus en plus de préoccupation pour l'insécurité alimentaire dans la zone. Depuis le mois de mars 2022, on assiste à une résurgence des violences dans la partie ouest et sud-ouest du territoire, ayant aussi perturbé les activités agricoles pour la saison B. Cette situation a occasionné d'importants mouvements des populations. Selon [les derniers chiffres de la protection civile](#) environ 90 000 personnes sont en déplacement dans les zones de santé de Rwanguba, Rutshuru et Kiberizi dont 18 000 personnes de Bunagana qui ont franchi la frontière vers l'Ouganda. Malgré ce contexte d'insécurité incertain, les acteurs humanitaires continuent d'intervenir dans la zone, bien que certaines localités ciblées pour des évaluations et interventions, dont celles entre Burayi et Bunagana, demeurent inaccessible.

La situation actuelle dans le territoire de Rutshuru réduit significativement la capacité de production des ménages dans ce territoire considéré jadis comme le grenier de la région Nord. Aussi, des difficultés d'accès aux sites à la suite du refus des groupes armés impliqués dans les conflits réduit le niveau de l'assistance humanitaire, et exposent les populations affectées au manque de nourriture et à la perte des revenus, notamment auprès des ménages déplacés qui n'ont pas eu accès à la terre et aux récoltes de la saison pour la deuxième saison consécutive. Comme les champs sont souvent occupés et pillés par les forces rebelles, la disponibilité de la nourriture et des biens sur le marché restera difficile d'autant plus que le point d'entrée à la frontière de Bunagana et la route reliant Rutshuru au territoire de Lubero resteront fermées.

Dans un contexte de faibles récoltes de saison B et de la perte de biens actifs auprès les ménages déplacées, une situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) est anticipée jusqu'en janvier 2023. A partir du lancement de la soudure précoce qui s'annonce en aout, une minorité de ménages, notamment ceux qui n'ont pu rien récolter et qui doivent faire recours à des stratégies de survie telles que passer un jour et une nuit sans manger, vont faire face à l'insécurité alimentaire d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) entre aout 2022 et janvier 2023.

*FEWS NET : République Démocratique du Congo Perspectives de la Sécurité Alimentaire, juin 2022 à janvier 2023: L'accentuation de l'insécurité compromet les récoltes dans l'est du pays, 2022*

#### **A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS**

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains huit mois, FEWS NET développe les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. FEWS NET fait ses analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, FEWS NET prévient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus [cliquez ici](#).